

English
italien español
srpski português
العربية Deutsch

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne



Le 26 août 2012

Témoignage : Yara Saleh prisonnière de l'ASL

Syrie: Les États-Unis légalisent le financement du terrorisme

par Julie Lévesque

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole, Gaz de schiste,
Transnational
Pauvreté et inégalités
Militarisation
11 sept. Guerre au
Droits humains
Loi et Justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements



Mondialisation.ca, Le 25 août 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article



Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site
web
GlobalResearchTV

Selon le [Daily Telegraph](#), le département du Trésor des États-Unis autorise ses citoyens à financer la rébellion syrienne via l'« organisme à but non lucratif » [Syrian Support Group](#) (SSG), une entité obscure, entièrement anonyme implantée à Washington et liée à la rébellion armée tout aussi nébuleuse active en Syrie.

Bien qu'elle ne permette pas au groupe d'acheter des armes directement, la licence du Trésor qu'a pu voir le [Daily Telegraph](#) permet au SSG d'approvisionner les rebelles sur les plans « financier, communicationnel, logistique et de leur fournir d'autres services par ailleurs interdits » par les sanctions étasuniennes contre la Syrie. (Raf Sanchez et Rosa Prince [Syria: US clears way for Americans to start donating money to rebels](#), [Telegraph](#), 5 août 2012.)

Si l'on précise que le groupe n'est pas autorisé à acheter lui-même les armes, cela signifie clairement qu'il ne contrevient pas aux sanctions en remettant les fonds à une tierce partie qui elle fera l'achat d'armement et de toute évidence, c'est là l'un des buts premiers de l'opération.

Outre la campagne de financement pour la rébellion armée en Syrie, [RT rapporte](#) que le SSG promeut une intervention militaire en Syrie, menée par les États-Unis « par la mise en place d'une zone d'interdiction de vol et la destruction des systèmes de défense antiaérienne » syriens.

Rappelons qu'Al-Qaïda est intégré à ces groupes ayant commis, entre autres, le [massacre de Houla](#), et que bon nombre d'entre eux sont des étrangers, certains d'origine britannique, comme l'a confirmé lors de sa libération le photjournaliste hollandais Jeroen Oerlemans, enlevé par des djihadistes le mois dernier en Syrie. Selon lui, il n'y avait « aucun Syrien » parmi ses ravisseurs, [rapporte l'Express](#) qui le cite : « Il n'y avait aucun Syrien présent, c'était tous des jeunes venus d'autres pays, d'Afrique, de Tchétchénie... »

Dans [un article de RT](#), la citation est plus complète et le nom des pays diffère : « Tous disent venir de pays comme le Pakistan, le Bangladesh et la Tchétchénie et ils disent qu'un "émir" quelconque est à la tête du groupe. » Mais l'information la plus pertinente de cet article, omise par L'Express, est que plusieurs d'entre eux avaient des accents britanniques de Londres et Birmingham.

Par ailleurs, celui qui a contribué à la chute de Kadhafi, Abdul Hakim Belhaj, commandant du Groupe islamique armé combattant en Libye (Lybian Islamic Fighting Group, GICL) « avait promis à l'Armée syrienne libre en novembre 2011, des armes, de l'argent et des combattants ». Peu après, « environ 600 terroristes du GICL ont quitté la Libye pour entrer en Syrie y mener des opérations militantes ». (Tony Cartalucci, [UN Designates "Free Syrian Army" Affiliates as Al Qaeda, Land Destroyer Report](#), 12 août 2012.)



En bleu, Paul Conroy de la presse britannique. À sa gauche, une mitrailleuse au cou, Mahdi al-Harati du GICL, aujourd'hui à la tête des brigades de l'ASL en Syrie. À sa gauche en veste de camouflage, Abdul Hakim. (*Ibid.*)

Le Telegraph occulte ces liens étroits entre l'ASL et des groupes terroristes en la désignant comme une armée laïque :

En permettant à des dollars étasuniens d'être acheminés à la **FSA laïque**, il se peut également que les **États-Unis tentent de contrebalancer les éléments islamistes** au sein de l'opposition. (Telegraph, *op. cit.*)

D'une part, cette licence du Trésor légalise donc, dans un non-sens ubuesque, le financement de groupes terroristes djihadistes, incluant Al-Qaïda et le GICL, [figurant tous deux](#) sur la liste des groupes terroristes visés par des sanctions de ce même Trésor. D'autre part, les médias dominants ont récemment confirmé ce que les médias indépendants affirment depuis l'an dernier : la [CIA appuie clandestinement la rébellion syrienne](#), entre autres en lui fournissant des armes.

Ajoutons que l'ONU, qui, à coup d'émissaires, demande aux rebelles et au gouvernement de cesser les violences, [considère](#) également ces deux groupes comme des entités terroristes dans une déclaration du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaïda et les personnes et entités qui lui sont associées ou « Comité des sanctions contre Al-Qaïda ».

À quand des sanctions de l'ONU contre les États-Unis et la Grande Bretagne pour leur contribution matérielle, humaine et financière au terrorisme international? Les États-Unis financent le terrorisme alors qu'ils prétendent le combattre. Et cela ne date pas d'hier, car, au risque de le répéter, ils sont les [créateurs de nombreux groupes terroristes](#), dont Al-Qaïda.

Julie Lévesque, journaliste
[mondialisation.ca](#)

Articles de Julie Lévesque publiés par Mondialisation.ca



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par [mondialisation.ca](#) dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeitor@yahoo.com

[www.mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Julie Lévesque, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=32481

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2012 Mondialisation.ca